

Casse de piliers de la République : le gouvernement Valls ose tout !

Après l’allocution du Premier ministre du 16 avril, il n’y a plus l’ombre d’un doute.

Ce gouvernement remanié va répondre avec célérité et sans états d’âme aux injonctions du Pacte budgétaire européen signé par François Hollande.

La conséquence en est l’austérité à tous les étages, avec la remise en cause des principes fondateurs de la république, issus pour partie des propositions du Conseil national de la Résistance en 1945.

Après les cadeaux offerts aux entreprises sans aucune contrepartie à travers le pacte de responsabilité, le gouvernement s’attaque maintenant au salaire différé.

Baisse des prestations sociales, mise en danger de la protection sociale avec la réduction des cotisations salariales après les cotisations patronales, casse du service public avec 18 milliards de réductions des dépenses pour l’Etat et 11 milliards pour les collectivités territoriales...c’est inacceptable !

Et pour les fonctionnaires, le gel du point d’indice, déjà effectif depuis juillet 2010 est maintenu jusqu’en 2017 ! La conséquence est donc la baisse des salaires, aggravée par l’augmentation des retenues pour pension, et la destruction continue de milliers d’emplois au prétexte de redéploiement.

De plus, **FO** condamne les menaces de privatisation qui pèsent sur certains établissements publics, avec les conséquences désastreuses pour les agents qui y sont affectés et pour le service public.

L’INSEE affirme que les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d’achat baisser de 0,34% en 2013 ! Alors même que ce calcul tient compte de l’ensemble des éléments de la rémunération mais aussi des carrières (avancement d’échelon, promotions, etc.).

Pour FO, le gel de la valeur du point d’indice, qui représente 8% de perte de pouvoir d’achat depuis 2010, est inacceptable. FO exige sa revalorisation immédiate.

Il y a peu, certains affirmaient que les contraintes drastiques subies par les fonctionnaires grecs ne pourraient pas arriver en France...malheureusement nous en prenons le chemin.

Face à ce gouvernement antisocial, FO affirme que seuls le rapport de force et la grève permettront de mettre à mal cette politique d’austérité d’une brutalité sans nom !

Face à ces attaques sans précédent contre le service public, la Fonction publique et ses agents, une seule réponse : tous en grève le 15 mai 2014, à l’appel de Force Ouvrière.

Contre l’austérité, pour la satisfaction des revendications, grève et manifestation le 15 mai !